

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 42, Numéro 8 > Novembre 2015 > droitdeparole.org

Le rapport Payette sur les médias de Québec : La fin du silence ?

Retour sur quelques idées traitées par le rapport qui recommande un meilleur soutien des médias communautaires pour faire contrepoids aux idées véhiculées par les radios qui font la pluie et le verglas à Québec. p. 2

Un conseil de grève se crée contre l'austérité

Des militantes et des militants du mouvement étudiant, du communautaire, des syndicats et de Québec solidaire s'unissent et multiplient les actions contre l'austérité du gouvernement Couillard. p.3

Poussières nocives à Limoilou, Véronique Lalande veille au grain

La Ville refuse de sanctionner le Port de Québec, malgré la démonstration scientifique de l'existence de pollution par les poussières. Dénonçant l'inertie des autorités municipales, Véronique Lalande ne lâche pas prise. p. 5

On peut défaire l'austérité



Action à l'intersection de la Couronne et Charest pendant la grève du communautaire, le 2 novembre.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Rapport Payette sur les médias de Québec : la fin du silence ?

Par **Nathalie Côté**

Ce n'est pas seulement parce que le rapport Payette recommande que les médias communautaires soient mieux financés qu'on peut se réjouir de sa publication, mais peut-être parce que dorénavant, la critique des propos des animateurs de Radio X et Cie pourra se faire plus facilement, au grand jour.

Le rapport de 60 pages (disponible sur le web, lisez-le!), dresse un état de la situation à Québec. Il trace un portrait quantitatif des médias dans la région, journaux, télévisions, radios, en mettant en perspective le développement des «radios parlées», une traduction des *Talk Radios* américaines, avec lesquelles les Radio X de ce monde partagent plusieurs caractéristiques.

Le rapport souligne que les radios parlées de Québec (Radio X, FM 93, NRJ) privilégient les idées conservatrices et l'entreprise privée, «en s'attaquant à l'impôt sur le revenu et aux services publics».

Il n'y a pas de «mystère Québec»

Aux États-Unis, où ces radios sont nombreuses, leurs animateurs défendent les valeurs du Tea Party et du parti Républicain; ici, ils défendent celles de la CAQ et même du parti conservateur du Québec, et celles du parti libéral de Couillard, qui veut diminuer le rôle de l'État québécois. Sans parler des valeurs de l'Équipe Labeaume qu'ils ont participé à faire élire.

Comme le rappelle Dominique Payette, Québec n'est pas le seul endroit dans cette situation. En plus des États-Unis, ce genre de radio sévit aussi en Australie. Elles ont le même discours misogyne, homophobe; raciste, les mêmes hargnes contre les intellectuels, les artistes et les étudiants qu'elles décrivent comme des parasites.

En Australie, elles en ont contre le parti travailliste, aux États-Unis, contre les démocrates, Obama, Hillary Clinton; ici, elles en ont contre le PQ et QS.

L'homme en colère

Le rapport souligne, avec pertinence, le niveau de violence verbale de certaines radios, «qui ne serait pas toléré ailleurs dans la société». Dominique Payette se réfère à l'essai du sociologue américain Michael Kimmel, *Angry White Man*, dans lequel il décrit le noyau des auditeurs des *Talk Radios* comme des hommes blancs en colère chez qui la colère est bien réelle, qui ne s'en prennent pas aux causes de leur misère, mais à ceux qui sont juste en dessous d'eux dans l'échelle sociale.

Cet homme blanc est en furie parce qu'il sent qu'il perdrait ses privilèges avec les revendications des femmes, des minorités, etc. Comme l'automobiliste est en furie sur l'autoroute parce qu'une voie est réservée au transport collectif.

Mais, pourrait-on ajouter, il y a d'autres solutions pour rendre plus heureux cet homme en colère que de l'inciter à taper sur son prochain. Un meilleur partage de la richesse, plus d'éducation, moins de consommation. Que sais-je encore? Plus de liberté! Ce que demandent justement les gauchistes et les syndicalistes.

La haine des gauchistes comme des cyclistes

Les animateurs de ces radios dénigrent, comme on le sait, les féministes, les cyclistes, les environnementalistes, les plus pauvres. : la liste est longue de ceux et celles qu'ils opposent aux «payeurs de taxes».

Dominique Payette rappelle quelques dérives auxquelles ont mené des propos d'animateurs de radios ces dernières années. C'est de cela qu'elle parle lorsqu'elle évoque la «terreur» qu'ils im-

posent à Québec. Notamment, le feu au campement d'Occupons Québec en 2011, allumé peu de temps après que les animateurs de Radio X aient suggéré qu'un feu pourrait mettre un terme à ce camp de «pouilleux profiteurs du système» qui dénonçaient, rappelons-le, la concentration de la richesse entre les mains de 1% de la population. Dominique Payette rappelle aussi l'épisode navrant où les animateurs invitaient leurs auditeurs automobilistes à narguer les bus sur les voies partagées ou à intimider les cyclistes à Québec.

Et ça continue

Le 2 novembre dernier, pendant les deux jours de grève des organismes communautaires contre l'austérité, les animateurs de Radio X ont tenté de discréditer le mouvement en faisant le procès en ondes d'un travailleur du communautaire, l'accusant de sympathie avec les idées anarchistes, voire avec des «casseurs», tentant ainsi de discréditer les actions d'éclat des groupes communautaires qui demandent un meilleur financement de leurs activités.

Occuper l'espace médiatique autrement

Même si ce rapport a certainement des failles et que certaines recommandations ont été abondamment critiquées, notamment l'obligation pour tous les médias de faire partie du Conseil de presse, qui est apparue à plusieurs comme une tentative de restreindre la liberté d'expression, la proposition de soutenir les médias communautaires pour faire face à l'offensive des radios et développer la diversité des points de vue est des plus intéressantes. En effet, en conclusion, Dominique Payette qui voudrait voir des médias de gauche rayonner davantage à Québec, propose:

«Que soient soutenus les médias communautaires d'une manière beaucoup

plus importante – incluant des programmes financés de formation, de professionnalisation – et en respectant le décret gouvernemental, adopté en 1995, qui incite les ministères et organismes gouvernementaux à investir un minimum de 4 % de leur budget en placements publicitaires dans les médias communautaires. Un objectif qui n'a toujours pas été atteint.»

Des organisations passent à l'action

Formée il y a quelques années, une coalition d'individus, *Sortons les poubelles*, dénonce les dérives des radios parlées de Québec. Elle utilise un site où sont publiés leurs propos et des invitations à faire des plaintes officielles et à sensibiliser les annonceurs. Elle agit de façon anonyme pour ne pas attirer les attaques personnelles sur les ondes ou des mises en demeure, une des tactiques classiques de ces entreprises, à laquelle *Droit de parole* a déjà goûté dans le passé.

La *Coalition pour la justice sociale* a aussi rendu publique une pétition revendiquant des ondes de radios saines. Une page Facebook anonyme, *Québec s'excuse pour la radio poubelle*, continue d'exister.



Lettre aux lecteurs

Centre Durocher : pourquoi pas une maison de la culture populaire ?

Malgré les contestations contre la démolition du centre Durocher et le déménagement des activités, le dernier locataire, la garderie, se fait montrer la porte et Action-Habitation coupe le chauffage... Laisser le Centre Durocher moisir debout tout l'hiver est le moyen le moins coûteux qu'Action-Habitation a trouvé pour contourner la Commission d'urbanisme qui n'a pas encore donné son aval à la démolition. Au printemps, on dira que la moisissure dangereuse a eu le dessus sur le patrimoine... Pour ne pas être infecté, le conseil municipal s'en lavera les mains et six étages de loyers prendront la place.

Des citoyen(ne)s qui réfléchissent au lieu de paniquer, persistent à vouloir en faire un centre culturel : La culture étant «l'ensemble des us, coutumes et manifestations

artistiques, religieuses, intellectuelles qui définissent et distinguent un groupe social», cette maison de la culture ne pourrait être que populaire, qui concerne le peuple, et autogérée.

Elle devrait desservir les besoins généraux de la majorité et favoriser l'implication plutôt que l'utilisation passive. Il suffirait d'amalgamer au volet culturel et communautaire, l'aspect récréatif et lucratif pour la rendre viable.

La place et l'utilité novatrice ne manquant pas, cette maison de la culture pourrait comporter des activités de loisirs axées sur la santé globale et les aptitudes à l'autonomie et à la socialisation des clientèles de tout âge et de toutes conditions, des activités artistiques (cours, expositions, ventes, etc.), des cours d'horticulture/fleuris-

terie rattachés à la journée Saint-Sauveur en fleurs, des cours débouchant sur l'autonomie financière, un bureau d'animation communautaire, une garderie et un casse-croûte, payant chacun un loyer, une succursale de la bibliothèque déjà prévue dans un plan de la Ville de 1995 et, si la ville veut toujours des appartements, ajoutons-en quelques uns. Estimé rapide? Un revenu annuel de 175 000\$, des emplois, de la formation, des gens heureux qui s'épanouissent dans leur quartier historique (nommé Boisseauville en 1844), désormais jalouxé. En plus d'attirer de nouveaux citoyens, nos citoyens et commerçants, rêvant de revitaliser le quartier, appuieraient certainement cette démarche!

Lise Beaupré, Québec

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal : Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Gilles Simard, Lynda Forgues, Camille Boutin, Réal Michaud, Simon M. Leclerc
Coordination : Nathalie Côté
Collaboration spéciale : Les Amis de la Terre de Québec, Renaud Pilote, Malcolm Reid, Marie-Hélène Boucher,

Catherine Dorion
Photos : Nathalie Côté, Nicolas Phébus, Pierre Mouterde, Marc Boutin, Anne-Céline Guyon
Illustrations : Malcolm Reid,
Révision : Lynda Forgues
Design : Martin Charest
Webmestre : La collective Nalyn

Imprimeur : Les travailleuses et les travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.



Luttes à l'austérité dans la fonction publique

Pour aller plus loin : un Conseil de grève à Québec

Par Pierre Mouterde

Bien futé serait celui qui pourrait aujourd'hui prédire comment risquent de se terminer les négociations autour du renouvellement des conventions collectives des 550 000 employés de la fonction publique du Québec. Et bien futé serait celui qui pourrait parier à coup sûr sur le fait que tout sera réglé avant les vacances de Noël.

Ce qui est sûr néanmoins c'est que se joue une véritable bataille entre d'un côté, les politiques d'austérité promues par le gouvernement Couillard, et de l'autre, les volontés des syndiqués de ne pas en faire les frais. Car, jusqu'à présent, les offres gouvernementales frisent le ridicule, pour ne pas dire le mépris. Surtout si on se rappelle que les conditions de travail et de rémunération dans le secteur de la santé et de l'éducation n'ont cessé de se détériorer depuis une quinzaine d'années, et que cette fois-ci le gouvernement avait proposé non seulement une hausse de l'âge de la retraite (passant de 60 à 62 ans), mais encore un minuscule 3% d'augmentation des salaires sur cinq ans. Ce qui équivaut, dans les faits, en tenant compte de l'inflation appréhendée, à une véritable baisse du pouvoir d'achat d'autant plus enrageante qu'en même temps, aux niveaux des tables sectorielles, on retrouve partout la même volonté de renforcer le droit de gérance patronale et, par conséquent, des rapports plus hiérarchisés et autoritaires entre cadres et employés.

Un contexte incertain

Il est vrai que du côté des hautes instances syndicales (FTQ, CSN, CSQ), les choses ne sont pas aussi claires. Si elles ont repoussé avec indignation la toute dernière proposition du président du Conseil du trésor Coiteux (voir encart), elles n'en ont pas moins eu tendance jusqu'à présent à vouloir privilégier coûte que coûte la négociation. Et cela, en insistant beaucoup plus sur la possibilité d'un règlement satisfaisant que sur le côté à la fois irrationnel et scandaleux des politiques d'austérité à la sauce néolibérale visant à faire table rase de près de 40 ans d'acquis sociaux.

Il est vrai aussi qu'à la base, l'ensemble des syndiqués oscille toujours entre la volonté de se mobiliser et la crainte d'une loi spéciale. Ce qui les a conduits à endosser finalement assez passivement la stratégie



Manif du 27 octobre sur la rue Saint-Vallier Ouest, à l'invitation du Conseil de grève de Québec.

PHOTO NICOLAS PHÉBUS

graduelle décidée en haut et consistant à mener des grèves rotatives et par régions. De quoi rendre ainsi le panorama général passablement indéterminé.

Mobiliser et unifier

C'est dans ce contexte incertain et contradictoire qu'est né, il y a tout juste trois semaines le Conseil de grève de Québec : un regroupement de syndiqués membres de Québec solidaire qui s'est allié au groupe Lutte commune, réunissant des militants issus des groupes communautaires, de l'ASSÉ et de la mouvance libertaire, et désireux de ne pas rester les bras croisés dans la lutte contre l'austérité. Ensemble ils cherchent à pousser tant à la mobilisation qu'à l'unification des forces syndicales, communautaires et étudiantes; le seul moyen d'en finir avec les politiques d'austérité actuelles.

Jusqu'à présent, les premiers faits et gestes de ce regroupement sont tout à fait éloquentes : intervention perturbatrice réussie au brunch des militants du Parti libéral; occupation des locaux des bureaux des ministres et députés liés aux politiques d'austérité, appels à des manifestations le soir des journées de grève : il s'est ainsi constitué, dans l'action et autour des grèves en cours, une communauté régionale de militants et de militantes qui s'est muée en une indéniable force collective. Une force d'autant plus prometteuse qu'elle reprend

à sa manière le flambeau de Profs contre la hausse de 2012, tout en se trouvant en lien avec des regroupements semblables, tant à Montréal qu'à Gatineau.

Un front interne aux syndicats

Il reste que ces premières interventions réussies, à l'extérieur du mouvement syndical proprement dit, ne doivent pas faire oublier un autre front, bien plus difficile à faire bouger : le front interne des syndicats. Car si l'on souhaite que ce moment de renouvellement des conventions collectives ne débouche, peu ou prou, sur un entérinement – de facto – des politiques d'austérité du gouvernement, il faudrait que puissent se dessiner en même temps à l'intérieur des centrales syndicales actuel-

les des courants alternatifs capables non seulement de proposer d'autres orientations que celles qui actuellement prévalent, mais encore qu'elles puissent être mises en application. Notamment en parvenant à empêcher que certaines factions du Front commun signent des accords sectoriels avant que tout le monde ne l'ait fait, ainsi qu'en se donnant les moyens – en cas de loi spéciale – de pouvoir résister aux diktats gouvernementaux.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'à l'heure actuelle, il reste bien du pain sur la planche à ce niveau. Nous laissant voir ainsi tout ce qu'il reste à faire, mais aussi tous les possibles qui s'ouvrent lorsqu'on ose – par-delà les fragmentations qui nous déchirent – se remettre à agir et lutter ensemble.

Le ministre Coiteux a raté son coup!

C'était bien planifié, mais cela n'a pas eu l'effet escompté, tout au contraire. Jouant toujours du pseudo argument du déficit zéro, et cherchant en même temps à appâter certains secteurs du monde syndical, le ministre Coiteux a proposé non pas des augmentations de rémunération comme le demandait le Front commun, mais l'ajout de 500 millions de dollars (et non pas 1,7 milliard de dollars) à travers l'exercice de la re-

lativité salariale. Plus ratoureux que ça, tu meurs! La réaction a été immédiate et unanime : cela ne recoupe en rien les demandes syndicales. Résultat : les syndiqués auront pu constater comment les premiers jours de grèves rotatives qu'ils ont menées ont commencé à faire bouger le gouvernement et comment, si l'on souhaite que le pouvoir fasse un pas de plus, il ne reste qu'à continuer et élargir ce mouvement.

Le communautaire continue à se mobiliser

Par Lynda Forgues

Une centaine de groupes communautaires de la région de Québec et Chaudières-Appalaches ont participé avec enthousiasme au mouvement de mobilisation sans précédent à travers le Québec, qui a culminé en 2 jours de grève début novembre. Ça a réussi à donner quelques fruits.

Le ministre Sam Hamad a annoncé le renouvellement des ententes de financement pour trois ans des organismes communautaires en défense de droits. Par contre, c'est sans indexation, ni rattrapage.

Réagissant à l'annonce de Sam Hamad, le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) insiste sur la situation des personnes œuvrant dans le milieu. Elles sont « en situation d'épuisement et nous

constatons également de graves difficultés au niveau de la rétention du personnel et du recrutement. « Pour nos organismes, le statu quo financier est inacceptable », déclare François Saillant, porte-parole du RODCD. »

Cette annonce s'est faite sans aucune négociation, c'est un décret. Est-ce une tactique visant à donner quelque chose aux groupes communautaires en défense de droits, reconnus comme plus revendicateurs, dans l'espoir de briser le mouvement complet de mobilisation du communautaire? En effet, c'est à peine 10% du mouvement qui vient d'obtenir une réponse ministérielle. Le communiqué du RODCD l'explique : « Il est certain que la lutte du communautaire doit se poursuivre, selon Caroline Toupin, aussi porte-parole de la campagne *Les droits, ça se défend*, d'autant plus que les organismes communautaires en santé et services sociaux, nos alliés dans l'action *On ferme*, n'ont aucune nouvelle de leurs

demandes, n'ayant pas obtenu la rencontre qu'ils réclamaient à la ministre Lucie Charlebois. »

Nous avons pu constater, lors des actions et manifestations du communautaire à Québec, le soutien et l'appui dont jouissent les membres des divers groupes communautaires de la part de la population. Voir des gens qui leur offrent des services, qui se dévouent à leurs communautés, se résolvent à faire du piquetage et des visites bruyantes aux bureaux de députés pour être entendus, c'est un message très fort pour la population des quartiers centraux.

Grève en décembre?

La lutte contre l'austérité se poursuit. Les groupes en défense de droits sont actuellement en consultation pour d'autres journées d'actions et de grève les 1, 2 et 3 décembre prochains.

Presse docile, dissidents frileux

Éloge de la *promotocratie*

Par Marc Boutin

Dans une chronique publiée le 7 novembre dernier dans le Soleil et intitulée *Où sont passés les dissidents?*, François Bourque se plaint de la faiblesse de la dissidence en matière d'urbanisme à Québec. Bourque ne vise pas l'opposition au Conseil municipal mais bien l'ensemble des acteurs de la société civile qui, soit auraient peur (du maire), soit se cantonneraient autour d'enjeux qui ne lèvent pas. Le chroniqueur laisse entendre que le bon travail du maire serait peut-être à l'origine de ce désengagement généralisé. Les exemples abondent : amphithéâtre livré à temps, finances sous contrôle, sensibilité à la culture (Bourque n'habite sans doute pas le quartier Saint-Sauveur), Ville qui continue de s'embellir (où?, quand?, comment?) et des PPU (programmes particuliers d'urbanisme) qui respectent – toujours selon Bourque – les meilleures pratiques urbanistiques.

Dans une autre chronique, celle du 22 octobre dernier, Bourque estime que le projet de tour « aux lignes sobres » qu'on construit place Jacques-Cartier augure bien, qu'il est trop tard dans ce projet pour corriger le tir, les plans ayant été rendus publics après que les permis aient été délivrés (faut le faire). Il poursuit : c'est le risque à prendre dans une ville où les projets sont discutés en catimini avec les promoteurs. Et dans un élan de résignation, il conclut par : « On s'en accommode ».

Dans la même veine, abordant la question de la participation citoyenne en urbanisme, il ajoute : « Il serait insensé de soumettre à la consultation tous les projets en ville – inutile, lassant, paralysant. » Et vlan pour la démocratie, vive la « promotocratie »!

Baume pour Labeaume

De tels propos tenus par le critique en matière d'urbanisme du principal quotidien de Québec ont tout pour alarmer le citoyen moyen et démobiliser qui rêve de dissidence ! En revanche, quel baume pour promoteurs et labeaumistes.

Si les fonctionnaires et les élus défendaient les règlements de zonage – ils reçoivent salaire pour ce faire, ou suis-je trop naïf? – au lieu de plier l'échine devant chaque promoteur qui se présente à l'hôtel-de-ville pour en faire sauter les limites, il ne serait pas nécessaire de soumettre à la consultation publique tous les projets en ville. Les fonctionnaires feraient leur job, les citoyens se sentiraient en sécurité.

Or depuis que l'administration Labeaume a instauré la

« promotocratie » (le pouvoir aux promoteurs) à l'hôtel-de-ville, des centaines de citoyens ne se sont pas sentis en sécurité et ont exprimé leur dissidence.

Aux consultations sur le PPU de Saint-Roch nord qui se tenaient au club Victoria, plus de 250 personnes étaient présentes. Sur ce nombre, des dissidents par douzaines. Si l'écrasante majorité avait été écoutée le soir du 27 novembre 2012, la place Jacques-Cartier serait aujourd'hui dotée d'une salle de spectacle et non écrasée par une tour à condos complètement hors norme. Quatre promoteurs (contre des centaines de citoyens) ont pris la parole ce soir-là, les quatre ont obtenu entière satisfaction alors que les citoyens perdaient leur droit au référendum.

Est-ce bien ça, respecter les meilleures pratiques urbanistiques ?

À Saint-Sauveur, deux réunions publiques où sont venues plus de 170 personnes ont vu plus de 99% d'entre elles s'opposer à la construction d'un HLM dans le parc Durocher et à la démolition du centre Durocher. Pourtant, la conseillère de l'équipe Labeaume, madame Gilbert, persiste depuis bientôt deux ans dans sa volonté de démolir.

Au bassin Louise, c'est pour un promoteur qui veut s'acquerir le pourtour du bassin pour son projet (incluant un hôtel et une tour de 17 étages) que le maire veut déménager le marché du Vieux-Port. Les citoyens du quartier s'y opposent, les marchands du coin aussi et pourtant la Ville persiste.

Je pourrais poursuivre avec les îlots Irving et Esso et le Phare de 65 étages à dix kilomètres du centre-ville. Mais pas besoin d'aller plus loin pour deviner pourquoi certains citoyens-dissidents baissent les bras et rêvent de révoltes assis dans leurs salons.

Une des raisons, c'est qu'en matière d'urbanisme, la grande presse de Québec est trop complaisante envers une « promotocratie » dont on ne peut honnêtement s'accommoder. Trop souvent, la Ville ne tient pas compte de la volonté populaire exprimée lors des consultations et des séances des Conseils de quartier, surtout lorsqu'elle entre en conflit avec la volonté des promoteurs immobiliers.

Faut-il le répéter : les fonctionnaires et les élus ne sont pas où ils sont pour prendre des décisions à notre place. Ils sont là, élus et rémunérés, pour représenter notre bon vouloir, bon vouloir qui se traduit en termes urbanistiques par des règlements de zonage. Ces règlements bien sûr peuvent à l'occasion être changés, mais jamais sans consultations préalables. Celles-ci peuvent être lassantes pour certains journalistes, paralysantes pour certains promoteurs mais jamais inutiles pour les vrais démocrates intéressés par la qualité de la vie urbaine.



Selon le chroniqueur du Soleil François Bourque, le projet de tour « aux lignes sobres » de la place Jacques-Cartier augure bien. Pourtant, le Comité des citoyens s'était opposé à une tour aussi écrasante qui laissera une place assombrie, réduite à sa portion congrue. PHOTO MARC BOUTIN

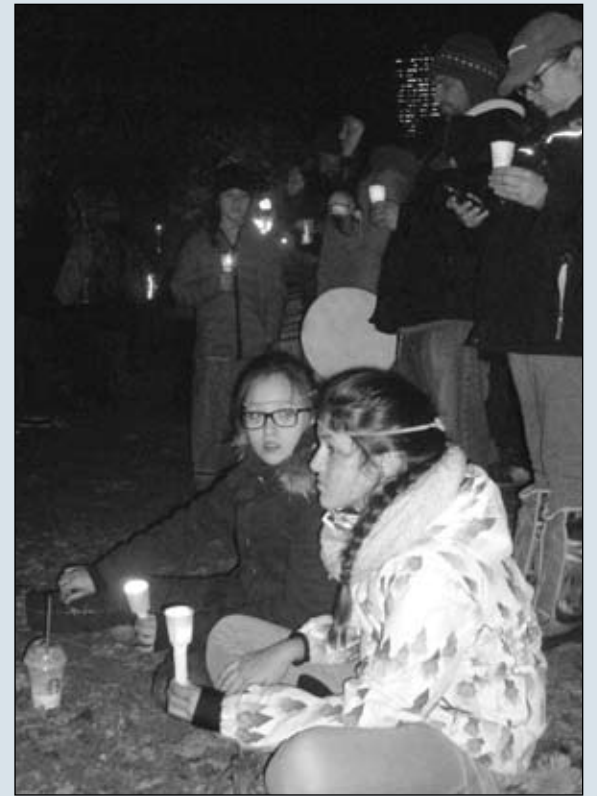


PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Veillée en solidarité avec les femmes autochtones de Val-d'Or

Plus de deux cent femmes, hommes et enfants se sont rassemblés au Parc de l'Université, au centre-ville de Québec, le 10 septembre, en solidarité avec les femmes autochtones de Val-d'Or. Avant de marcher en cercle, les personnes présentes, bougies à la main, ont écouté des discours et des chants. La révélation des abus et des violences commis à l'endroit des femmes autochtones de Val-d'Or a éveillé les consciences. (N.C.)

Voir une vidéo de l'événement sur notre site web



PHOTO ANNE-CÉLINE GUYON

Les citoyens de la grande région de Québec contre Énergie Est

Le 9 novembre, plus de 70 opposants devant les portes ouvertes de TransCanada à Saint-Augustin, sont venus scander haut et fort leur opposition au projet de pipeline Énergie Est. Il y avait plus de monde à l'extérieur qu'à l'intérieur, selon les organisateurs. (L.F.)

Toujours des poussières nocives dans le ciel de Limoilou

L'inlassable Véronique Lalande !

Par Pierre Mouterde

Heureusement qu'on l'a cette Véronique Lalande. Et heureusement qu'avec son conjoint Louis Duchesne, ils forment un tandem infatigable, ne manquant aucune occasion de rappeler aux pouvoirs publics (mairie en tête) leurs devoirs les plus élémentaires.

Parce que l'affaire cette fois-ci vaut vraiment le détour : Véronique Lalande et Louis Duchesne ont eu la géniale idée l'été dernier de faire appel à l'article 22 de la loi sur les compétences municipales qui a pour fonction de protéger des citoyens de la ville de certaines nuisances dont ils pourraient être victimes, comme par exemple : « La production de poussières ou de particules dans l'air de façon à incommoder le voisinage ». Ils ont pu ainsi faire venir un technicien en environnement de la ville qui a vérifié, en venant une fois par semaine à leur demeure entre le 13 août et le 10 septembre, « qu'il y avait (entre autres choses) présence d'une contamination provenant d'une manutention de métaux ferreux ».

Or le règlement sur les nuisances prévoit que « quiconque crée ou laisse subsister une nuisance au sens de ce règlement (...) commet une infraction et est passible d'une amende pouvant monter dans le cas d'une personne morale à 2000 dollars, et le cas échéant s'il y a non-résolution du problème, prendre la forme d'une amende journalière.

Obliger de passer par une demande d'accès à l'information

Et ce qui est révélateur, c'est que les autorités de la ville de Québec n'ont absolument rien fait à la suite de cette enquête qu'ils se sont bien gardé de publiciser. Il a donc fallu une demande d'accès à l'information pour obtenir le rapport d'enquête du technicien et avoir la confirmation – par la voix d'Alain Perron, directeur de la division du territoire – que la ville n'envisageait pas d'émettre un constat d'infraction, « par crainte d'une saga judiciaire avec le Port ».

Il n'en demeure pas moins, comme nous l'a indiqué Véronique Lalande, que « la ville a plus de responsabilités qu'elle ne le dit », et que selon des avocats consultés, elle doit s'employer à faire appliquer les règlements qui sont de sa responsabilité.

Les devoirs de la ville

C'est là son devoir. Comment expliquer autrement, rajoute Véronique Lalande, que l'application d'un règlement pourrait être à géométrie variable, s'appliquant quand de petites gens sont en cause, et ne s'appliquant pas quand il s'agit de gros bonnets ? L'affaire est d'ailleurs à ce point contestable, que Véronique Lalande n'ose pas imaginer pour l'instant que la ville de Québec ne retrouvera pas à ce propos sa fierté, avant qu'elle ne se voit obligée de la mettre en demeure devant les tribunaux d'appliquer les règlements qui sont les siens. Une affaire donc à suivre !



Véronique Lalande.

PHOTO PIERRE MOUTERDE

Nous aussi, nous sommes Québec

Par Catherine Dorion

La flopée de députés conservateurs que Québec vient d'envoyer à Ottawa ont réveillé une fois de plus l'incompréhension orageuse d'une partie de la province envers le « mystère Québec ».

Oooorrf. Lâchez-moi avec le mystère Québec. Ce n'est pas parce que la propagande médiatique change de couleur dans d'autres régions (et que les résultats électoraux suivent en conséquence) que leurs habitants sont moins manipulés, moins étourdis, moins désorientés, moins coupés d'eux-mêmes et moins fatigués. Le mystère n'est pas à Québec, il est aux qua-

tre coins de l'Occident.

Étrangement, parmi les plus motivés dans la flagellation de Québec se trouve une bonne proportion d'originaires de Québec qui, par quelque hasard de leur existence, se sont tirés de la place. Je me retiens d'écrire que s'ils ne sacraient pas tous systématiquement leur camp, les drettistes danseraient moins, parce que je sais que ça ne dépend pas vraiment d'eux (il faut ben travailler, il faut ben vivre, etc.). Mais cogner sur ce qu'il reste d'une ville après que l'hyper-concentration culturelle métropolitaine ait tout scrapé sur son passage, ça montre juste un gros manque de vision globale.

La réplique la plus fréquente de ces ex-citoyens de Québec dédaigneux de la

tendance droitisante de la ville, c'est : « Je voulais y rester, mais je ne me sentais pas parmi les miens avec ces gens-là. J'avais envie d'habiter dans un endroit qui me ressemble davantage. »

Sincèrement ? Ne me *bullshitez* pas, *por favor*. Si vous vouliez vraiment rester à Québec, vous auriez simplement changé de quartier. Vraiment ? Vous allez me dire que vous vous sentiez seuls de votre gang dans Saint-Jean-Baptiste ? Dans Limoilou ? Dans Saint-Roch ?

Cet argument traduit seulement leur habitude d'analyser Québec d'après ce qu'ils entendent dans les médias et non plus par leur expérience véritable de la ville.

La plus belle réponse à ça, c'est le cinéaste de Québec Samuel Matteau qui l'a

formulée sur Facebook : « Je vis certainement dans une bulle autistique au centre-ville, mais pour moi Québec est avant tout une ville de créateurs et de créations. L'effervescence est tellement forte dans la Capitale; plusieurs le ressentent, plusieurs le vivent, plusieurs y contribuent. Le niveau de talent ici est vraiment incroyable. Et j'aime bien l'idée d'avancer dans l'adversité d'une ville plus conservatrice et moins curieuse... ça pousse les artistes à constamment retravailler leur façon de toucher le public. »

C'est peut-être ça, entre autres, qui nuit à la gauche québécoise : le fait qu'elle se défile trop souvent devant l'adversité. Non ! Osons ! Nous aussi, nous sommes Québec.

L'inter MARCHÉ ST-JEAN

7 SUR 7 / 8H À 23H

850, RUE SAINT-JEAN / 418.522.4889

IGA Deschênes

À votre service depuis plus de **25 ans!**

Ouvert tous les jours de 6 h à minuit

Livraison du lundi au samedi*

*Frais de 3 \$, gratuit 60 ans ou plus avec achat minimum de 25 \$

255, chemin Sainte-Foy - 418 524-9890 - Commandez en ligne au Iga.net

La démocratie directe à Québec, pour une société plus juste

Par Marie-Hélène Boucher

Les coupes incessantes dans les services ne cessent de s'accroître ces derniers temps au Québec. Ces mesures plus connues sous le nom d'austérité touchent aussi une multitude de pays présentement. Ces coupes ne sont pas le résultat du coût trop élevé des services publics comme le gouvernement voudrait nous le faire croire, mais bien le résultat de la montée en force de la puissance des multinationales, des grandes entreprises et du secteur financier avec qui nos gouvernants ont souvent des liens étroits. Par exemple, la compagnie privée Bombardier est maintenue artificiellement en vie grâce à l'argent des contribuables que le gouvernement lui accorde depuis déjà plusieurs années. Il y a quelques jours le gouvernement de Philippe Couillard a versé à cette entreprise 1,3 milliard de dollars.

La démocratie directe

Donc, il convient de dire que la démocratie représentative dans l'état où elle se trouve sert d'abord les intérêts de ces puissances économiques. Les gens ne sont consultés que dans le but d'élire leurs représentants tous les quatre ans, et ces derniers ne sont nullement tenus de respecter les engagements qu'ils ont promis. Des groupes ou partis comme Québec solidaire, Occupons Québec et l'ASSÉ critiquent justement le système politique en place et proposent de le remplacer par la démocratie directe au niveau des municipalités ce qui veut dire que le peuple pourrait avoir un véritable pouvoir décisionnel.

Cela existe déjà présentement dans certains pays du monde comme au Brésil, dans la municipalité de Porto Alegre. Ce processus, qui dure depuis 25 ans, a eu pour résultat de faire diminuer considérablement les inégalités économiques et la corruption dans cette ville. Ce type de gestion de l'économie s'est ensuite propagé dans de nombreux pays d'Amérique latine depuis peu et des résultats similaires ont pu être observés. Récemment en 2014, la ville de Paris a mis en place un tel budget. Cela semble bénéfique jusqu'à présent, mais ce n'est que 5% du budget de cette ville qui est ainsi géré.

Occupons Québec, en 2011

Le mouvement Occupons Québec, qui fit son apparition en 2011 dans la mouvance *Occupy*, pour critiquer la corruption des gouvernants en créant des campements autogérés, pouvait aussi être considéré comme une expérience de démocratie directe. Des espaces avaient été créés pour discuter de politique et les diverses propositions sur une multitude de sujets étaient votées en assemblées en suivant les principes de la démocratie directe. Donc, tout le monde pouvait faire valoir son opinion.

D'où vient cette idée ?

Cette expérience se rapproche des idées développées par le théoricien politique Murray Bookchin pour qui la démocratie directe serait la solution pour mettre fin aux inégalités inhérentes au système politique actuel et permettrait l'émergence d'une véritable démocratie. Selon ce système, les gens auraient le droit de faire valoir leur opinion dans des assemblées de quartiers. Ensuite, un délégué du quartier serait chargé de rapporter les décisions à un conseil desservant un plus vaste territoire si la décision prise par le quartier concerne un territoire autre que le quartier lui-même, comme la ville entière, ou alors relève du niveau national.

Le mouvement libertaire durant la révolution espagnole fonctionnait sur ce principe et cela avait permis d'instaurer, dans plusieurs villes d'Espagne de 1936 à 1939, un régime égalitaire qui fonctionnait bien sur le plan économique et politique, mais Franco, l'allié d'Hitler, élimina pratiquement ce mouvement. De plus, la démocratie directe a aussi fait ses preuves en Nouvelle-Angleterre, une région particulièrement progressiste aux États Unis. Depuis la révolution américaine et même avant, il existe des assemblées dans les villages et villes où les gens peuvent s'exprimer librement. Il s'agit d'un des vecteurs de l'esprit révolutionnaire qui mena à la Révolution américaine.

L'ASSÉ et la démocratie

L'ASSÉ est une organisation qui milite pour que l'éducation publique soit accessible à tous et pour la justice sociale, fonctionne justement sur ce principe de la démocratie directe. Cette organisation regroupe de nombreuses associations étudiantes de partout au Québec, dont des assos à l'Université Laval. Les membres de ces associations régionales se regroupent en assemblées où tout le monde a droit de parole. Des votes sont ensuite effectués par ces assemblées et les décisions prises sont rapportées par un délégué au conseil central ou au congrès qui doit les mettre en application au niveau du conseil exécutif. Certains diront que ces méthodes sont inefficaces, mais les événements de 2012 montrent que la CLASSE, le comité spécial de l'ASSÉ formé à l'occasion de la grève étudiante de 2012, était une des organisations les mieux préparées à affronter le gouvernement dans cette lutte.

Pour plus d'efficacité

Donc, il faudrait créer un rapport de force plus efficace face au pouvoir, pour ainsi instaurer une société plus juste. Cependant, pour cela, il faut chercher à sensibiliser le plus de gens possible pour faire connaître l'expérience de la démocratie directe en vue de créer un mouvement qui revendiquerait activement une plus grande place pour des mesures de démocratie directe à Québec.



Au début de l'école secondaire, on a essayé de me faire visualiser un haut-fourneau, où se fabrique l'acier. Je me souviens de Monsieur Webster, prof de géographie. Il dessinait sur le tableau vert la coupe de ce grand fourneau et de ses ingrédients, qu'on trouvait, nous disait-il, dans les usines d'Hamilton ou de Pittsburgh.

« L'acier est la base de notre société industrielle, nous disait-il. Sans acier on ne peut rien construire. »

Et pourtant, à ce jour, je n'ai jamais vu un haut-fourneau de mes yeux. Je prends l'acier pour acquis, comme je l'ai toujours fait. Pour aller plus loin dans mon appréciation de l'acier, il fallait que je m'intéresse aux *travailleurs et aux mineurs qui le fabriquent*, les Métallurgistes-unis d'Amérique. Et que j'esquisse un livre sur leurs grèves, leurs vies, leurs rêves.

LE ROMANCIER NICOLAS DICKNER s'est intéressé aux gros conteneurs rectangulaires (*en acier!*) dans lesquels on transporte les produits, dans notre monde mondialisé. Ces boîtes le fascinent, dès son adolescence, vers 1999, à Rivière-du-Loup. Et dans son roman *Six degrés de liberté*, il en parle, il en parle, il en parle. Il bâtit une histoire autour de cette technologie. *Six degrés de liberté* fait courir les jeunes lecteurs, la génération *pack-sack*. Ces lecteurs ont déjà aimé *Nikolski*, son premier succès, et *Tarmac*, le suivant. Nicolas Dickner est un peu le romancier du jour. Et, le connaissant depuis longtemps, d'une amitié chaleureuse même si elle n'est pas proche, j'essaie de lire son *output*. Je suis plongé dans les 381 pages de ce roman narquois, mais pas réellement cynique, au moment d'écrire ceci. Un écrivain s'adresse à tous, non? Mais il y a un plaisir spécial quand tu

connais l'écrivain, un va-et-vient entre lui, et sa voix sur la page.

Je suis en train de me demander si ce ton de voix que Nicolas Dickner a, pour raconter une histoire, va amuser jusqu'à loin dans l'avenir, et devenir classique. Dans une causerie que l'auteur nous a faite à la Bibliothèque Gabrielle-Roy au printemps dernier, il nous a confié son grand amour pour l'américain Kurt Vonnegut Jr, récemment décédé. Moi aussi j'aime *Abattoir 5* de Vonnegut, et *Jailbird*. J'aime le ton narquois de Vonnegut, et j'estime qu'il est devenu classique. Sa narquoiserie questionne bien les États-Unis et leur capitalisme caramel.

Nicolas aussi a compris qu'il pouvait faire respirer un roman sur les conteneurs seulement en parlant des gens autour des conteneurs.

Son histoire nous présente trois jeunes Québécois qui sont mal à leur aise dans le capitalisme caramel. Nicolas Dickner est un féministe. Il fait la part belle à ses héroïnes. Dans ce livre, il y en a deux, Lisa et Jay. (Il y a aussi le mâle, Éric, plus terne.) Lisa est idéaliste. Elle dit: « *On vit une époque de cul où toutes les inventions extraordinaire finissent par devenir insignifiantes. La technologie devrait, je sais pas, repousser les limites de l'expérience humaine. Non?* »

Jay est plus cynique, elle est une hacker qui a été forcée de devenir détective anti-hacker. Elle traque un conteneur perdu appelé Papa Zoulou. Et au fond, je trouve qu'elles sont toutes les deux la même héroïne, la *Fille Libre des Années 2000*, que Nicolas aime.

Le romancier, avec ces trois personnages, me frappe comme un homme de gauche atteint de pessimisme. *Qu'est-ce qu'on peut faire*, semble-t-il dire. (Éric, chum de Lisa, il le dessine comme un gars collé à la maison, à sa mère, à l'ordinateur qu'il aime indûment.) Ses deux héroïnes ne se connaissent pas, je sens qu'il va les faire se rencontrer à la fin. Des secrets seront révélés. Je sens que ces secrets vont me décevoir. J'ai peur de ça. L'héroïne de Dickner qui est la vraie *Fille des années 2000*, est celle de son précédent roman, *Tarmac*. Elle s'appelle Hope Randall. Ah, que j'aimerais que tu te pointes à la fin de ce roman, chère Hope, un livre de David Suzuki sous le bras!

10h, vendredi matin

J'ÉTAIS RENDU À LA PAGE 303 du roman quand j'ai écrit ça. Maintenant je ferme le livre à la page 381, la dernière page. L'écrivain Dickner finit avec brio, et j'embrasse davantage son histoire. Hope Randall, de *Tarmac*, ne se pointe pas. Mais Lisa, l'héroïne de ce roman, se secoue. Elle repousse un peu les limites humaines.

Mais quand même, Nico mon pessimiste! Six degrés de liberté ce n'est pas beaucoup de liberté.



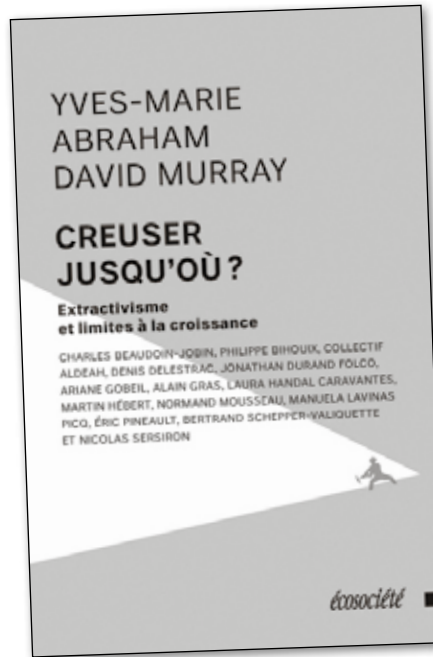
La décroissance heureuse

Partout, l'heure est à l'intensification de l'exploitation industrielle des «ressources naturelles». Forêts, eau douce, minerais, sable, rivières, faune sauvage, gaz de schiste, pétrole, terres fertiles, paysages grandioses : tout y passe ! La justification de ces efforts est partout la même : cette exploitation est un facteur de croissance essentiel dont on serait fou de ne pas profiter alors que les emplois manquent et que les États sont endettés. C'est le choix de l'extractivisme. Si ce phénomène suscite des débats, ceux-ci ne portent généralement que sur les conditions de l'exploitation de ces richesses : qui va vraiment profiter de ces ressources ? Comment ne pas faire trop de dégâts en les mettant à profit ? Est-ce le bon moment de les exploiter ?

Et si, au lieu de se préoccuper de la bonne façon de partager ce «gâteau» (sans trop salir la nappe), on s'interrogeait plutôt sur la pertinence même de le consommer ? Avons-nous vraiment besoin d'harnacher de nouvelles rivières, d'exploiter toujours plus de gisements de pétrole et de minerais, d'ouvrir de nouveaux ter-

ritoires aux touristes, d'intensifier les cultures et l'élevage animal ? Ne s'agit-il pas d'une fuite en avant, sur un chemin qui ne mène nulle part, sinon à la destruction pure et simple de notre habitat terrestre et de nos sociétés ? Ne pourrions-nous pas vivre aussi bien, voire mieux, sans pratiquer ce type d'exploitation ? Si oui, à quelles conditions ?

Les auteur.e.s de ce livre s'attaquent à ces questions difficiles en dénonçant la logique de l'extractivisme avant d'en souligner les principales limites physiques. Les effets destructeurs et irréversibles du processus économique sur les ressources naturelles dites «non renouvelables» (énergies fossiles, minerais, etc.) étant déjà à l'œuvre, les auteur.e.s s'attellent à décrire les alternatives possibles à ce «modèle de développement» : low-tech, transition énergétique, résistance autochtone et philosophie du bien-vivre... Ils nous invitent à changer de paradigme pour penser les pistes d'actions nécessaires dans un futur post-extractiviste. Car à force de creuser, nous arrivons bel et bien aux limites de notre unique planète.



Collectif sous la direction d'ABRAHAM, Yves-Marie et MURRAY, David
Creuser jusqu'où ?
Extractivisme et limites à la croissance
Éditions Écosociété
Année : 2015, 384 pages



LAMONTAGNE, Dominic
Préface de SALATIN, Joel
La ferme impossible
Éditions Écosociété
Année : 2015, 128 pages

J'aime ça, j'aime ça, l'agriculture...

Vous rêvez d'exploiter une petite ferme familiale où vous élèveriez deux vaches pour leur lait, 200 poules pour leurs œufs et 500 poulets pour leur chair ? Abandonnez votre rêve ! Au Québec, les lois qui régissent la production et la mise en marché des produits agricoles (plans conjoints, quotas, agences de vente...) sont autant d'entraves au démarrage d'une telle entreprise.

Dans *La ferme impossible*, livre qui approfondit la conférence éponyme qu'il a prononcée aux quatre coins du Québec, Dominic Lamontagne témoigne des difficultés qu'éprouvent tous ceux et celles qui veulent pratiquer une agriculture artisanale, formatrice et résiliente. Reprenant à son compte les conclusions du rapport Pronovost, il dénonce avec véhémence la législation et les structures industrielles qui sont littéralement en train d'étouffer la relève agricole. Dans sa ligne de mire ? L'État québécois et le monopole syndical de l'Union des producteurs agricoles (UPA).

Nos libertés ancestrales ont été prises à la gorge par un tandem ravageur, celui de l'État qui a renoncé à son rôle de législateur au profit d'un syndicat unique qui édicte les règles pour tous. [...] Que de gros producteurs se soient approprié la quasi-exclusivité de l'approvisionnement des supermarchés, grâce à un monopole syndical, est déjà contestable. Mais que ce système soit une entrave majeure à la libre exploitation d'une ferme multifonctionnelle est carrément inacceptable. [...] La rage que je ressens, chaque fois que j'évoque cette réalité, est plus vive aujourd'hui que jamais.

Ce livre est un vibrant plaidoyer pour le retour des fermes familiales, la gastronomie du terroir et une réoccupation dynamique du territoire, indissociable du tissu social. Il est temps de redonner aux Québécois.e.s la possibilité de pratiquer une agriculture à dimension humaine, respectueuse de l'environnement, et la liberté de manger les aliments de leur choix.

Sortir de la civilisation industrielle

Les signaux d'alarme se multiplient et, pourtant, l'humanité continue de faire l'autruche : épuisement des ressources naturelles, pic pétrolier, changements climatiques, crises économiques, conflits endémiques... Devant les nombreux indices de l'effondrement de la civilisation industrielle, Carolyn Baker nous invite à nous préparer psychologiquement et spirituellement aux profonds bouleversements qui nous affecteront tôt ou tard.

Pour surmonter la confusion et le désespoir que peut susciter cet effondrement, l'auteure, psychothérapeute de formation, nous propose

de réfléchir tant avec notre corps qu'avec notre tête afin de nous libérer du système de valeurs au fondement de la civilisation industrielle (progrès, technicisme...). Loin d'être appréhendé comme une catastrophe, ce renversement de paradigme nous permettra de refonder nos sociétés sur des bases plus conviviales et plus respectueuses des limites écologiques de la planète.

L'effondrement est un petit guide de survie psychologique en temps de crise. Une sorte de baume pour mieux affronter les turpitudes de notre époque et trouver la force de construire notre avenir.



BAKER, Carolyn
Préface de GREER, John Michae
Traduit de l'anglais par DURAND, Michel
L'effondrement
Petit guide de résilience en temps de crise
Éditions Écosociété
Année : 2015, 152 pages

Renauderie

La bretelle d'autoroute

Voilà un tronçon qui fait rêver, n'est-ce pas ? La fuite, l'escapade, l'idée que – hop – nous quittons la ville dans une accélération fulgurante en chantant à tue-tête une chanson mièvre sans nous soucier du qu'en-dira-t-on. La courbe est belle, la force centrifuge nous donne des ailes et nous voici joyeusement pris dans l'engrenage de la liberté. Quoi de mieux que de se sentir comme dans une annonce de char l'espace d'un instant (jusqu'à ce qu'un premier cône orange vienne un tantinet freiner nos ardeurs) pour éprouver pleinement notre condition idyllique ? La passion de conduire dans l'auto, le courage, la légende, c'est clairement dans la bretelle que ça commence. Vroom vroom.

Chef-d'œuvre évident de l'ingénierie civile, la bretelle pourrait facilement se la péter (se les péter). On la dorlote et la chouchoute (on la déneige en premier...) en lui répétant à quel point elle est importante pour contenter l'étalement urbain. Elle n'en demeure pas moins le cœur et l'âme de toutes les heures de pointe et les graffitis sur ses piliers de béton lui procurent un petit côté rebelle qui ne lui déplaît pas. Incidemment, nul ne peut s'y aventurer sans être confronté à sa douce arrogance, l'arrogance de celle qui se sait à la fois indispensable et irresponsable. Qu'elle ait pu avoir coûté des millions aux contribuables, qu'elle ait détruit des quartiers résidentiels, qu'elle ne mène qu'à Place Fleur-de-Lys où qu'à un cul-de-sac, elle n'en a cure, car vu du ciel, on ne voit que le pétale autour de l'échangeur, fleur de la ville rêvassée par l'automobile. Le tout donne à la bretelle une personnalité plutôt superficielle et pour le moins lourde.

Mais il ne faut pas se leurrer. La bretelle d'autoroute n'est justement qu'un rêve, une vue de l'esprit, un mirage. On cligne des yeux et elle n'est plus là. Envolee. Essayez ! Elle s'entortille un peu mal et devient un rond-point. Elle s'effondre d'un rien. Elle craque de partout, on la répare en vain. On ne peut en effet colmater la fumée. Car la vérité est que l'autoroute n'a pas de bretelles. Sans bretelles, la ceinture de béton se referme sur elle-même et les voitures roulent à l'infini, le jour comme la nuit. Il n'a jamais été question d'en sortir. Il n'a jamais été question d'en construire. Ceux qui remettraient cela en doute vivent dans un pathétique déni. Voilà ce que je suis venu vous apprendre aujourd'hui.

Il faut voir les choses en face, car l'illusion est vastement ignorée. Cela pourrait être dangereux d'emprunter cette bretelle trompe-l'œil. Nous pourrions virer capot, pronto. Aussi bien tenter de chevaucher une hirondelle, d'attaquer la citadelle ou de vouloir y danser la tarentelle. C'est bien dommage, car nous en étions un peu amoureux, de la bretelle, mais elle est chimère, poussière dans l'œil, virtuelle. La bretelle est une bête immatérielle. La bretelle est bagatelle.

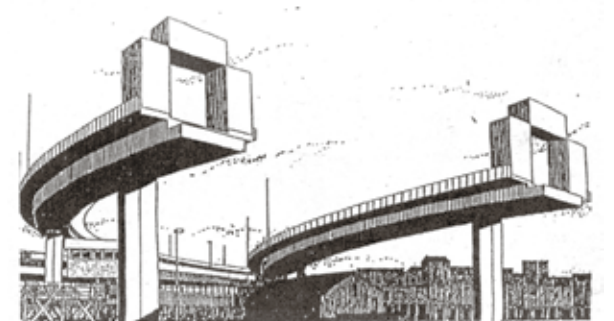


ILLUSTRATION ARCHIVES DROIT DE PAROLE

12 NOVEMBRE

Comité d'accueil contre TransCanada

Porte ouverte de TransCanada: les citoyens contre le pétrole se feront entendre. Plusieurs rassemblements auront lieu lors des « portes ouvertes » organisées par TransCanada, nommées trompeusement: les « Journées de la sécurité et des interventions d'urgence ». La pétrolière fait une tournée des municipalités québécoises pour essayer d'arracher un peu d'acceptabilité sociale pour son projet d'oléoduc. Les citoyens contre le pétrole vont les attendre. **STOP Oléoduc et Coule pas chez nous** invitent les citoyens à se rassembler à Lévis, de 16h à 20h, au Centre Four Points, salle Coopération, 5800, rue J.B. Michaud.

13 NOVEMBRE

Forum sur le profilage social

La ligue des droits et libertés invite la population à un forum au Centre Communautaire Marchand, 2740, 2^e Avenue, à Québec, de 9h à 16h30

13 NOVEMBRE

Les Vendredis de poésie

Des rencontres en poésie sans cérémonie. Au Tam Tam Café, 421 boul. Langelier, à l'angle du boul. Charest Est.

13 AU 27 NOVEMBRE

Camera obscura: retour à la lumière

Exposition collective de photographies à l'Espace galerie Sherpa, 130 Charest Est

18 NOVEMBRE

Assemblée générale de Droit de parole

Les membres, et ceux et celles qui veulent le devenir, sont invités à l'assemblée générale annuelle à 19h au 266, Saint-Vallier Ouest.

19 NOVEMBRE

Encan bénéfique au profit de Limoilou en vrac

Encan artistique d'une dizaine de créateurs. Au Bal du Léopard, 1049, 3^e Avenue, de 17h à 20h.

19 NOVEMBRE

Dîner communautaire: Femmes du monde

Portrait de femmes du Sud et du Nord,

ainsi que de femmes autochtones et leurs réflexions. Comment contribuent-elles à la connaissance et au respect de leurs droits? Comment voient-elles la paix, quels sont leurs rêves? De midi à 14h au Centre des femmes de la Basse-ville, Saint-Vallier Ouest.

20 NOVEMBRE

Tous unis pour défendre l'école publique

Mobilisation nationale. Les parents des quatre coins du Québec seront dans la capitale à l'invitation d'un front commun de groupes de parents. À midi devant l'Assemblée nationale.

24 NOVEMBRE

Assemblée générale de CKIA

La radio plus belle de Québec! 155, boul. Charest Est, salle 3.

26 NOVEMBRE

Réno-brico

Atelier pour apprendre à exécuter des travaux simples comme boucher des trous dans les murs, remplacer une poignée de porte, poser des crochets, tringles à rideaux et stores, etc. L'animatrice partagera ses trucs et répondra aux questions. Vous pourrez aussi partager vos propres trucs! 13h30 à 16h Au Centre des femmes de la Basse-ville, 380 Saint-Vallier Ouest.

26 NOVEMBRE

Soirée festive de Spira

Première du court métrage « Presque aussi vierge que la vierge », de Justin Guitard, tourné en partie à Québec. Au studio P, 280, St-Joseph. 6h à 8h, de réseautage. Projection à 20h.

27 NOVEMBRE

Masse critique, Québec

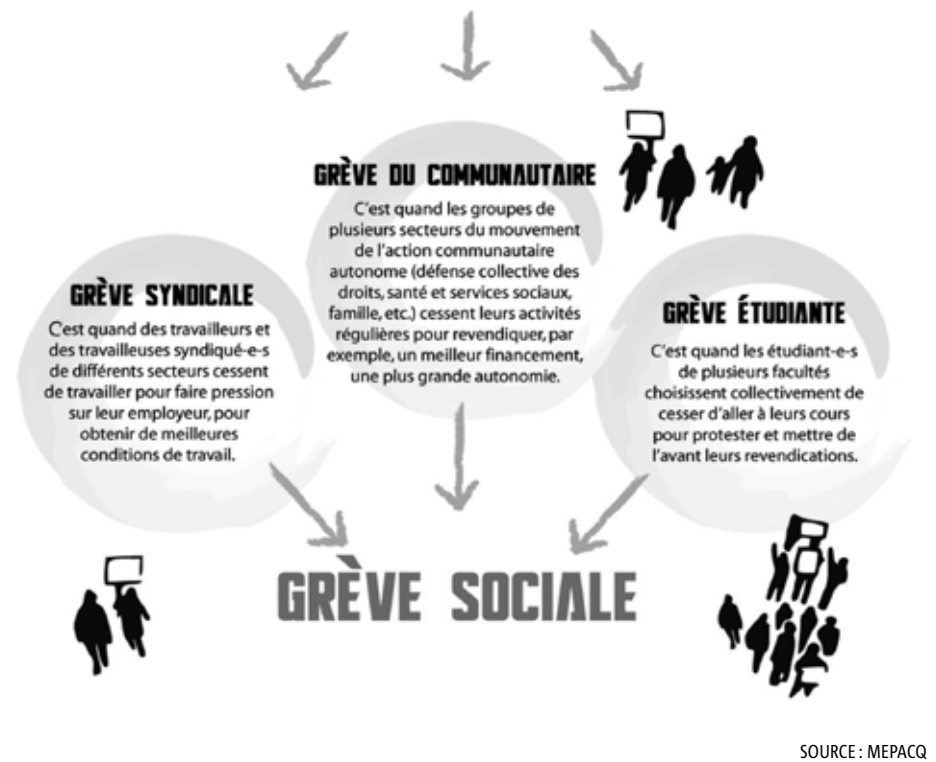
La randonnée mensuelle des accros du vélo. Une belle occasion de s'initier au vélo d'hiver. Départ à 18h, devant le Musée national des beaux-arts du Québec, Parc-des-Champs-de-Bataille.

28 NOVEMBRE

Manifestation unitaire à Montréal

Des autobus partiront du centre-ville de Québec, 275, du Parvis. Inscription: avant le 25 novembre, repac@repac.org

Combattons l'austérité !



29 NOVEMBRE

Marche pour le climat à Ottawa

À 13h devant le Parlement. Aucun transport de Québec pour l'instant. Pour en organiser un, ou pour avoir de l'info: 100possible.ca

3 DÉCEMBRE

Le silence devant la violence conjugale

En ce jour de commémoration nationale contre la violence faite aux femmes, présentation d'un film qui aborde les raisons pour lesquelles une victime reste dans cette situation, et qui lève le voile sur le silence de l'entourage et de la société. De 13h30 à 16h au Centre des femmes de la Basse-Ville, 380 Saint-Vallier Ouest.

3 DÉCEMBRE

Où sont les femmes ?

6 à 8 (jusqu'à minuit) pour les femmes de la communauté lesbienne. 7 \$ incluant une consommation. Le Boudoir, 441, rue du Parvis

5 DÉCEMBRE

Uni-e-s contre l'austérité

La Coalition pour la justice sociale appelle la population à se rassembler pour une grande manifestation unitaire. Rendez-vous à 13h30 sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste, rue Saint-Jean.

AVANT LE 15 DÉCEMBRE

Appel de textes: poèmes et récits recherchés

Les résidents du faubourg Saint-Jean-Baptiste sont invités à partager de courts textes et poèmes à propos du quartier dans le cadre du projet *Vies de quartier*, présenté à la Maison de la littérature. Envoyer les textes de 20 à 500 mots à: hyperprod@hotmail.com, ou les déposer au comptoir de la librairie Saint-Jean-Baptiste au 565, Saint-Jean. Ateliers d'écriture gratuits, le 1^{er} et le 15 décembre de 13h à 15h à la librairie.

Suivez nous sur notre site Web pour plus de nouvelles et d'événements :

droitdeparole.org

Droit de parole

Soutenez votre journal: devenez membre !

Nom: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____ Courriel: _____

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel	20\$
Abonnement institutionnel	40\$
Abonnement de soutien	50\$

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuelle	10\$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5\$
Adhésion de groupes et organismes	25\$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à:

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org



Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067